**Attestation sur l’honneur portant sur le respect des obligations**

**légales, administratives, sociales, fiscales et comptables**

Nom – Prénom du demandeur : ……………………………………………………………………………………

Nom – Prénom du représentant légal : ……………………………………………………………………….……….

Adresse : ……………………………………………………………………………………………………………………….

CP- Ville : ……………………………………………………………………………………………………………………….

N° SIRET : ……………………………………………………………………………………………………………………..

N° fiscal : …………………………………………………………………………………………………………………

Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d’imposition, dans le cadre intitulé "vos références". Ce numéro est composé de 1-3 chiffres suivis d’une lettre.

Conformément à l’article 2 de l’arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l’article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

**J’atteste sur l’honneur que l’organisme / l'entreprise que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables**

**Je prends connaissance des informations suivantes** (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA -) :

- L’administration se procure directement auprès d’autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation de l’honneur.

- Le demandeur peut exercer son droit d’accès et de rectification sur les informations et données concernées.

- En cas d’impossibilité technique à l’obtention des données directement auprès d’une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur

- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA) :

• Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,

• Mise en œuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à ………………………………………………, le ………………………..

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé

Cachet